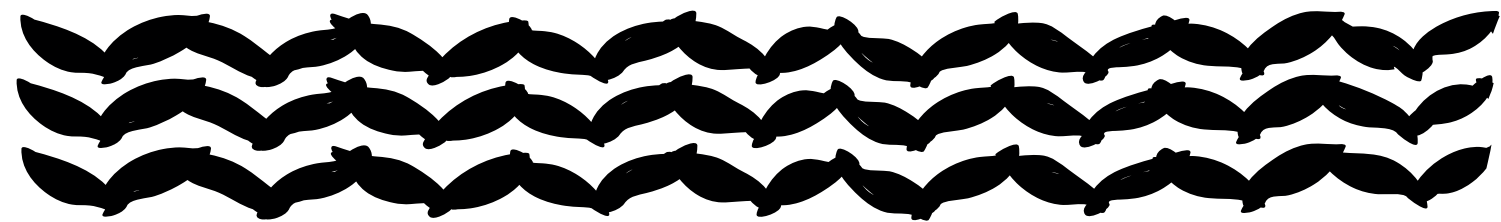


# ***l'Anti*capitaliste**

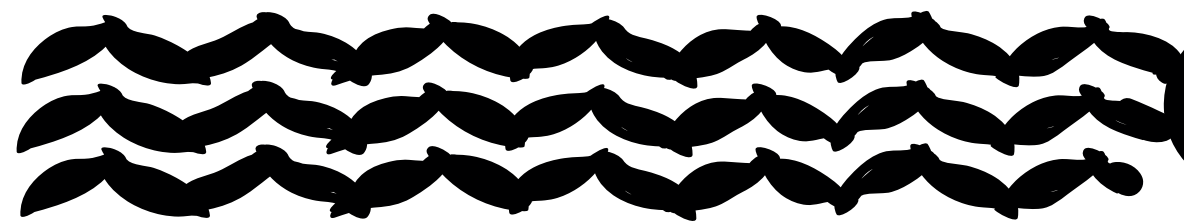
n°773 | 30 octobre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

## MANIFESTATION NATIONALE



# SOLIDARITÉ PALESTINE



# SAMEDI 29 NOVEMBRE



# TOUSTES À PARIS



### ZOOM

Reprendre l'initiative,  
par l'action, dans l'unité  
Page 2

### INTERNATIONAL

Madagascar. Continuer la  
lutte pour un vrai changement  
Page 4

### ARGUMENTS

Vers l'union des  
droites, vraiment ?  
Page 5

### CHAMP LIBRE

Entretien avec TSEDEK!,  
collectif juif décolonial  
Page 8

## Édito

### Budget: de l'argent magique pour l'armée et les marchands de canons

Par ALEX BACHMAN

**D**e l'argent qui tombe du ciel par centaines de millions d'euros, sans discussion ou presque. Pas de polémique, pas de négociations secrètes ou de bataille dantesque à coups de milliers d'amendements, et pas besoin de 49.3. Angle mort de la discussion budgétaire, le budget des armées est régi par une loi de programmation militaire, taillée sur mesure pour satisfaire l'orgueil des galonnés et les profits des industriels. De 2019 à 2025, le budget des armées s'élevait à 295 milliards d'euros; il est passé à 413 milliards pour 2024-2030. Le projet de budget présenté par Lecornu prévoit une rallonge de 3,5 milliards d'euros, soit 6,7 milliards d'euros supplémentaires pour 2026! Des chiffres qui donnent vite le tournis, avec des « efforts prioritaires » de 2,4 milliards d'euros pour les munitions, 600 millions pour les drones et les robots, et encore des centaines de millions pour le « cyber », l'IA, l'espace, etc. Alors même que la technoplice et l'armement assèchent déjà le budget de la recherche. Le chef d'état-major de l'armée de terre assure le service après-vente de ce budget démentiel, avec des propos alarmistes sur la guerre qui se rapproche, la menace russe et une petite couche sur le terrorisme islamiste pour parfaire le tableau. On se souvient des déclarations ridiculement martiales de Macron le 14 Juillet: « Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. » Déjà, le chef d'état-major des armées, plus haut gradé de l'armée française, avait pris le temps d'expliquer que « le Kremlin a fait de la France une de ses cibles prioritaires ». Cette caste d'officiers supérieurs, fière d'elle-même et consciente de ses intérêts, qui se sait indispensable au maintien de l'ordre capitaliste, se permet de faire pression sans complexe sur le pouvoir politique. En 2017, en désaccord avec le budget militaire, le chef d'état-major de l'époque, Pierre de Villiers, frère de l'autre, avait théâtralement claqué la porte et démissionné de son poste. Loin de l'unanimité de la classe politique, nous le disons sans détour: la société émancipée de toutes oppressions, que nous travaillons modestement à faire advenir, se fera sans cette caste et sans le complexe militaro-industriel qui va avec.

### Bien dit

*On s'étonne d'apprendre que les musées britanniques et français considèrent que le vol est un problème*

Les réseaux sociaux ironisent sur le scandale provoqué par le vol d'œuvres dans les musées, alors qu'une grande partie de leurs collections provient du pillage colonial et que la question des restitutions demeure taboue.

**E**n commission, tous les amendements proposés par les partis du Nouveau Front populaire (NFP) ont été systématiquement rejetés par les députés macronistes, la droite et l'extrême droite, notamment l'instauration de la « taxe Zucman ». Mais ces mêmes députés ont, par exemple, voté l'adoption de la hausse des frais pour les dossiers d'accès à la nationalité française, la délivrance et le renouvellement d'une autorisation provisoire de séjour (APS) et ceux des visas de régularisation. Un député RN peut ainsi déclarer: « On se réjouit que nos propositions et nos idées prennent de l'ampleur et qu'elles trouvent une majorité dans cette Assemblée. » Ainsi le PS tient dans sa main le gouvernement, et c'est le RN qui imprime sa marque sur le budget. Les discussions sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) sont du même acabit.

### Quelle stratégie pour la gauche?

On se demande donc bien ce que les partis du NFP espèrent à se jeter dans une bataille parlementaire perdue d'avance. Les discussions parlementaires autour des amendements relèvent uniquement d'un exercice d'amoindrissement de la violence des projets gouvernementaux. C'est ouvertement le projet du PS. ÉÉLV assume davantage l'approfondissement de la crise tout en annonçant la candidature de Marine Tondelier pour 2027 comme moyen d'obtenir une primaire à gauche. Et on a l'impression que l'arène parlementaire sert surtout à LFI à régler ses comptes avec le PS. Mais le pire de tout ça est le brouillage des lignes quand on voit se multiplier les votes communs au RN et à la gauche. Si la gauche d'accompagnement semble avoir un projet cohérent, celui d'une possible gauche de rupture est difficilement lisible.

### L'impasse d'une solution institutionnelle

La priorité donnée à la joute parlementaire paralyse le mou-

vement social. En l'absence du recours au 49-3, on voit mal comment la sortie sera autre chose que la version initiale du budget imposée par ordonnances (et donc sans les « gains » qu'aurait obtenus la gauche) ou bien une censure et un retour à la case départ. Le mouvement social ne peut rester l'arme au pied alors que le pouvoir est si faible. Cette séquence voit aussi le retour à une dichotomie « la rue pour les syndicats, la lutte parlementaire pour les partis » que le NFP avait permis d'assouplir. Cette séparation est, elle aussi, paralysante.

### Vite, reprendre l'initiative dans la rue!

Certaines coordonnées de la séquence restent inchangées. La crise économique est là, les difficultés quotidiennes de la vie pèsent plus que jamais, et l'inflation semble faire son retour. Le risque de l'arrivée du RN au pouvoir n'a jamais été aussi grand. L'extrême droite est plus que jamais en embuscade, engrangeant passivement le bénéfice du pourrissement institutionnel et de la farce parlementaire. Toute une partie du mouvement social semble paralysée par la crainte de l'approfondissement

## À la Une

# Reprendre l'initiative, par l'action, dans l'unité

*Les discussions sur le budget ont commencé par le rejet du volet « recettes » en commission il y a une semaine. L'ampleur de la déroute surprend quand même: seuls les députés Renaissance ont voté le texte. De proches alliés de Macron votant contre (LR) ou s'abstenant (Modem, Horizon et LIOT), mettant encore plus à nu l'isolement du pouvoir.*

**LES SENATEURS PRETS À RETABLIR LA RÉFORME DES RETRAITES EN CAS DE SUSPENSION**



CHARMAG

de la crise politique qui mènerait à une dissolution et à une victoire électorale du RN. Pourtant, la seule voie de sortie favorable pour notre camp social passe par les mobilisations. Reprendre la main par les luttes porte un double objectif stratégique: construire le rapport de forces pour imposer un programme d'urgence et développer des cadres d'auto-organisation pour sortir de la passivité, du parlementarisme, de l'électorisme. Il nous faut chercher à convaincre que nous avons collectivement la puissance de renverser la situation.

### La nécessaire unité de la gauche sociale et politique

Le mouvement Bloquons tout semble dessiner une date de mobilisation le 15 novembre. Le 22 novembre aura lieu une importante mobilisation annuelle, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et de genre. Le 29 novembre aura lieu la première manifestation nationale unitaire en solidarité avec la Palestine depuis le commencement de la guerre génocidaire il y a deux ans. Pour que la donne soit modifiée, il faut que l'ensemble de la gauche sociale et politique reprenne l'initiative, dans l'unité, par des meetings communs, un plan de mobilisation, une manifestation nationale unitaire... Le NPA-l'Anticapitaliste sera de toutes les initiatives qui permettraient de relever la tête et de construire par l'action commune une alternative à l'austérité et à la fascisation.

William Donaura

## Acturama



**Il est plus urgent que jamais de stopper les livraisons d'armes à Israël qui continue de bombarder et d'affamer Gaza malgré le cessez-le-feu.** Le NPA-A était présent le 25 octobre aux côtés des organisations syndicales à Roissy pour protester contre les transferts d'armes à Israël. Soutien aux salariéEs de l'aéroport qui refusent d'organiser le transit de ces armes! PHOTOGRAPHIES NPA PARIS



# VIOLENCES D'ÉTAT 20 ans après Zyed et Bouna, la police tue toujours plus

*Vingt ans après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, électrocutés en fuyant un contrôle de police, le bilan est accablant: les forces de répression de l'État sont aujourd'hui encore plus meurtrières.*

Nos pensées vont à la famille et aux proches de Zyed, Bouna et aussi Muhittin. On n'oublie pas, on ne pardonne pas!

### Des chiffres effrayants

Depuis 2005, plus de 560 personnes sont mortes à la suite d'une interaction avec la police ou la gendarmerie, selon les recensements de *Basta!* et du *Bondy Blog* parus ces derniers jours. Parmi elles, 162 ont péri lors de simples contrôles. En vingt ans, le nombre de décès annuels a plus que triplé: une dizaine dans les années 2000, plus de 65 en 2024.

La loi de 2017, votée sous Hollande, a ouvert un véritable permis de tuer: les tirs sur véhicules en fuite ont été multipliés par cinq. Loin de limiter les drames, cette politique sécuritaire les a institutionnalisés. En 2022 et 2024, les tirs mortels atteignent des niveaux inédits, et la France est désormais le pays européen où l'on meurt le plus des mains de la police.

### Une violence raciste et capitaliste

Le profil des victimes reste constant: jeunes hommes non blancs, issus des classes populaires et des quartiers populaires. Ils meurent pour un feu rouge, un défaut de casque, un refus d'obtempérer, une crise de détresse psychique. La BAC et les brigades motorisées sont en première ligne.

Cette violence n'est pas un dérapage: elle est structurelle, inscrite dans une police



façonnée par la gestion coloniale des populations racisées, par la défense d'un ordre social inégalitaire, par la répression des mouvements sociaux et écologistes. L'impunité judiciaire en est le bras armé: aucun des policiers responsables de la mort de Zyed et Bouna n'a été condamné. Vingt ans plus tard, rien n'a changé.

### Affaiblir, désarmer, démanteler la police

Lorsqu'on parle de la police, on a l'impression qu'elle a toujours existé et que l'humanité a impérativement besoin des policiers: sans elle, le monde ne serait que chaos, «anarchie», et la plupart des personnes ne seraient pas protégées. Mais la police protège la propriété privée, pas la vie; elle étouffe la contestation, elle ne combat pas la violence sociale. Face à cette institution structurée par le racisme, le virilisme et le corporatisme, l'abolition de la police et du système pénal répressif doit être notre horizon politique. En nous appuyant sur les acquis des mouvements abolitionnistes, nous proposons l'affaiblissement et le désarmement de la police. Contre l'ordre policier et raciste, nous voulons:

- l'abrogation des lois sécuritaires, en priorité la loi Cazeneuve sur le refus d'obtempérer;
- la fin des contrôles d'identité racistes / au faciès et de la «politique du chiffre»;
- le désarmement de la police au contact de la population;
- la dissolution de la BAC et de tous les corps spéciaux de répression (CI, CSI, BRAV-M);
- l'interdiction du LBD;
- l'interdiction de l'utilisation d'armes de guerre pour le maintien de l'ordre (grenades de désencerclement, GM2L);
- la réforme de l'IGPN et la fin de l'impunité policière;
- la réforme du recrutement et de la formation des policiers;
- l'abrogation des lois racistes et islamophobes.

Olivier Lek Lafferrière



## GAZA Manifestation nationale de solidarité avec la Palestine le 29 novembre

*Malgré le cessez-le-feu, Israël poursuit ses frappes meurtrières. Le 29 novembre, premier rendez-vous de manifestation nationale unitaire à Paris, est une échéance majeure.*

Israël n'honore jamais les cessez-le-feu. Celui-ci prévoyait le retrait progressif des forces israéliennes, l'échange de captifs et l'augmentation massive de l'aide humanitaire. Bien que le Hamas ait respecté sa part de l'accord et prévenu que la recherche des cadavres des captifs israéliens prendrait du temps et nécessiterait des engins pour déblayer les tonnes de décombres, Israël utilise en connaissance de cause ce délai incompressible pour justifier la poursuite de ses frappes.

### Rien n'est terminé

Depuis le 10 octobre, au moins 97 palestinienNEs, dont des enfants, ont été tuésEs. Le 19 octobre à lui seul, après une explosion qui a tué deux soldats israéliens à Rafah, Israël a mené une frappe qui a tué 45 palestinienNEs. Israël ne dissimule même même plus ses crimes et livre des corps non identifiables, marqués par la torture, certains ayant encore les mains attachées.

En outre, la situation reste marquée par de nombreuses incertitudes: la démilitarisation du Hamas, la gouvernance future de Gaza, l'envergure et la nature de la force internationale prévue. Et surtout qui occupe Gaza? La réponse est pour le moment: Israël qui reste dans presque la moitié de l'enclave; loin de la dune; donc là où sont les zones cultivables. De l'autre côté, la vie reste un

enfer pour les GazaouiEs: l'aide humanitaire arrive au compte-goutte, l'eau, le carburant, l'électricité sont toujours difficiles à trouver. De nombreuses familles vivent dans des abris temporaires. Pourtant environ 473 000 personnes sont retournées vers le nord de Gaza pour retrouver leur maison et les membres de leur famille sous les décombres. Plusieurs centaines de PalestinienNEs ont été sommés cette semaine de quitter leur maison à Jérusalem-Est occupée. D'autres familles vont suivre dans une politique d'expulsion massives. Les violences des colons se sont multipliées en Cisjordanie et la proposition de loi d'annexion est toujours à l'ordre du jour, malgré le veto de Trump.

### La CIJ pointe les responsabilités d'Israël

Le 22 octobre, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu un avis concernant les obligations de l'État d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. Elle affirme que, en tant que puissance occupante, Israël bafoue le droit international humanitaire et les droits fondamentaux du peuple palestinien. La cour rappelle que l'occupation est illégale, et que le peuple palestinien a droit à l'autodétermination.

La Cour ordonne notamment à Israël de garantir l'accès à l'eau, à la nourriture, aux soins et aux abris, de protéger le personnel humanitaire, de s'abstenir de tout transfert

forcé de population, et de ne pas utiliser la famine comme arme de guerre. C'est donc plus qu'un simple rappel juridique: c'est une condamnation politique du régime colonial israélien, mais aussi des puissances qui le soutiennent. En confirmant l'illégalité de l'occupation, la CIJ donne une légitimité supplémentaire aux mouvements de solidarité.

### Toustes à Paris le 29 novembre!

Cependant l'avis de la CIJ reste sans force contraignante: il faudra la mobilisation de la solidarité internationale pour qu'il soit mis en œuvre.

C'est pourquoi il faut préparer concrètement une mobilisation d'ampleur le 29 novembre à Paris. Pour la première fois depuis deux ans, il y a un appel unitaire pour une manifestation nationale centrale. Nous avons le devoir de tout faire pour qu'elle soit massive et constitue un point d'appui pour la poursuite de notre combat pour une Palestine libre, de la mer au Jourdain.

Amel et Édouard Soulier

### À lire sur le site



«Les Palestiniens n'ont d'autre choix que d'être révolutionnaires», par Marie Schwab

### No comment

## Tout ça va dans le bon sens

L'avis d'EMMANUEL MACRON sur l'accord UE-Mercosur exprimé le 23 octobre est inquiétant. En février, il avait critiqué un «mauvais texte» et le contenu de l'accord n'a été l'objet d'aucune modification sérieuse depuis. Dans une lettre ouverte du 28 octobre, 44 associations et syndicats appellent Emmanuel Macron à «clarifier» la position de la France et à empêcher la ratification du texte.

## Agenda

**Mardi 4 novembre, réunion publique du NPA «Du mouvement social au changement politique», avec Manon Boltansky, Châteaudun (28).** À 18h30, salle panoramique, 79-81 rue de Varize.

**Judi 6 novembre, meeting «Kanaky libre(s)», avec Christian Tein et six prisonniers politiques kanak, Paris (75).** À 19h à la Bourse du travail, 29 bd du Temple, 75011 Paris, métro République.

**Samedi 8 novembre, Trente ans du mouvement de novembre-décembre 1995, Paris (75).** Tables rondes, rencontres, échanges, expositions... À 9h30 au Point Ephémère, 200 quai de Valmy, 75010 Paris.

**8/9 novembre, mobilisation antifasciste contre la marche «Des tours et des lys», Tours (37).** **Samedi 8 novembre, conférence de lutte populaire contre l'extrême droite** à 13h30 au centre de Vie du Sanitas. **Le 8 ou le 9 novembre, manifestation contre la Marche aux Flambeaux de Des tours et des lys**, Place Anatole France.

**Judi 13 novembre, colloque «La Palestine et l'Europe: poids du passé et dynamiques contemporaines», Paris (75).** À partir de 8h30 au Collège de France, Amphithéâtre Marguerite de Navarre, 11 place Marcellin-Berthelot.

**Judi 13 novembre, réunion publique «Contre l'austérité, Macron et l'extrême droite, unissons-nous!» avec Aurore Koechlin, Orléans (45).** À 19h, salle du complexe de l'Étuvée, 4 rue Georges-Landré.

**Judi 13 novembre, soirée ciné-débat «Occupations, au cœur du soulèvement étudiant», Saint-Étienne (42).** À 20h30 au Méliès: projection du film *Occupations*, et débat en présence de Sam Leter (Decolonial film festival).

**Lundi 17 novembre, Centre d'études marxistes: «La pensée politique de Che Guevara» avec Olivier Besancenot et Michael Löwy, Montreuil (93).** À 19h, 2 rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

**Samedi 22 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes, Paris (75).** Plus d'infos à venir...



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**l'Anticapitaliste.org**

### l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
1225-C-93922

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication:**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction:**  
Olivier Lek Lafferrière

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## ARGENTINE Aidé par Trump, Milei gagne les législatives de mi-mandat

Pour la deuxième fois en deux ans, le président Milei déjoue les pronostics et obtient une victoire qui change les équilibres politiques du pays.

Avec plus de 40 %, la coalition dominée par La libertad avanza (LLA), le parti du président, arrive en tête du scrutin. Cette victoire se produit certes dans le cadre d'une alliance avec Propuesta Republicana (PRO), le parti de l'ancien président Mauricio Macri. Et une des têtes de liste était Patricia Bullrich, ministre de l'Intérieur, candidate arrivée en 3<sup>e</sup> place lors des présidentielles de 2023. Mais il s'agit d'une victoire claire pour Milei, qui obtient 64 sièges lors de ce scrutin partiel, dont 8 seulement lui étaient déjà acquis.

### Une victoire subventionnée en dollars

Aujourd'hui, LLA compte ainsi au total 93 députéEs, contre 37 auparavant, auxquellEs il faut ajouter les 15 de ses alliés du PRO. Son alliance dispose donc de 108 députéEs, 42 % des sièges. Cette majorité relative permettra à Milei de continuer à gouverner avec autoritarisme, puisqu'il faut deux tiers de chaque chambre pour annuler les décrets et les vêtos présidentiels.

Une telle victoire n'aurait pas été possible sans l'aide de son ami Trump, qui a sauvé pour un temps la stabilité économique de l'Argentine avec une aide financière de 20 milliards de dollars, notamment en achetant des pesos. Cette aide s'accompagnait d'une promesse et d'une menace : si Milei gagnait, il y aurait 20 milliards supplémentaires ; s'il perdait, il n'y aurait rien.

### Deux grands perdants

Le premier perdant est le péronisme, avec 32 %, et 44 députéEs éluEs lors de ce scrutin et 98 au total. Ce parti n'a même pas réussi à gagner dans son bastion, la province de Buenos Aires, où le gouverneur Axel Kicilof est l'un des principaux candidats de l'opposition pour les prochaines présidentielles. Cette défaite est un signe clair de l'incapacité de ce mouvement à représenter un espoir pour les classes populaires, après des années au gouvernement, les scandales de corruption de l'ancienne présidente Cristina Kirchner et les disputes internes pour le contrôle du mouvement. Le taux de participation de 68 % est le plus faible depuis 1983 et la fin de la dictature militaire. Cette forte abstention, alors que le vote est obligatoire, traduit une méfiance généralisée de la population envers les partis politiques et met surtout en lumière l'incapacité du péronisme à mobiliser sa base. L'autre grand perdant est le Parti radical, qui a presque disparu du Parlement, avec seulement 7 % des voix au niveau national. Ce parti, le plus ancien d'Argentine, a pourtant dirigé le pays à de nombreuses reprises, notamment à la sortie de la dictature en 1983. Il continue à payer la politique qu'il a menée lors de la crise de 2001 et ses alliances avec la droite de Mauricio Macri. Aujourd'hui, il n'est plus audible pour sa base sociale, essentiellement la classe moyenne, qui penche pour un soutien à Milei afin de garantir un minimum de stabilité financière.

### Un bon score de l'extrême gauche

Le FIT-U a obtenu presque 5 % et 3 députéEs. Dans la ville de Buenos Aires, il a fait plus de 9 % et arrive en 3<sup>e</sup> position. Les deux têtes de liste principales, Myriam Bregman et Nicolás del Caño, parviennent à se faire entendre d'une couche plus large que celle de la gauche radicale. Malgré ce bon score, l'extrême gauche argentine reste très minoritaire et elle n'est pas en mesure de montrer le chemin pour mettre un coup d'arrêt aux politiques réactionnaires de Milei.

**Martin Hache**

## MADAGASCAR Continuer la lutte pour un vrai changement

Comme le craignaient les animateur·ices de la GenZ, qui, par leur mobilisation, ont renversé le pouvoir de Rajoelina, les caciques du pays tentent de maintenir le système ancien en l'état.

Il y a eu un rapide rétro-pédalage de la part de Michaël Randrianirina, le colonel qui a pris le pouvoir suite aux manifestations massives de la population, et particulièrement de la jeunesse, la GenZ. Il annonçait la dissolution des principales institutions du régime, à l'exception de l'Assemblée nationale.

Un jour plus tard, Randrianirina était revenu sur cette déclaration, d'abord parce que la Haute Cour constitutionnelle, censée être dissoute, constatant la vacance du pouvoir, avait confié officiellement les rênes du pays au colonel, mais surtout parce que cette prise de pouvoir devait au maximum respecter la légalité.

### L'hypocrisie de l'Union africaine

L'enjeu est de taille pour la nouvelle autorité. Elle nie tout putsch dans le but d'éviter les sanctions financières, qui seraient un coup dur pour le pays. Déjà, l'Union africaine (UA) a suspendu la participation de Madagascar.

Cette Union africaine, dont la plupart des dirigeants ont été élus à la suite de mascarades électorales, avalise tous les tripatouillages de Constitution permettant aux satrapes du continent de perpétuer leur pouvoir.

Comme le relève un appel d'intellectuel·Les et d'artistes de la Grande Île : « *Quelle ironie : lorsque les institutions sont corrompues, leur préservation perpétue l'injustice. Cette diplomatie du statu quo — qui privilégie la stabilité de façade à la justice réelle — alimente la colère d'une génération.* »

Le danger est que les institutions financières internationales se calent sur la position de l'UA pour suspendre leurs aides économiques, qu'elles prodiguaient sans contrôle à l'ancien dictateur Rajoelina. Ainsi, c'est près

d'un milliard de dollars qui a été consenti pour construire 260 km d'autoroute, avec des accusations de corruption, alors qu'une telle somme aurait permis de rénover l'entièreté du réseau ferroviaire.

### Tentative de reprise en main

Le colonel Michaël Randrianirina s'était engagé à consulter la GenZ pour la nomination d'un Premier ministre. Il n'en a rien été. Herintsalama Rajaonarivelo a été choisi dans une totale opacité. Banquier, homme d'affaires, Rajaonarivelo est un notable de l'ancien régime. Pendant une décennie, il a été à la tête du patronat malgache. Il est surtout accusé d'être un proche de Maminaina Ravatomanga, qui a mis Madagascar en coupe réglée. Réfugié à Maurice, un mandat

d'arrêt international a d'ailleurs été émis à son encontre. Beaucoup ont noté, lors de l'intronisation tant du colonel à la présidence que de Rajaonarivelo à la primature, l'absence des jeunes de la GenZ. En revanche, étaient présents les politicien·NEs qui ont tous, à un moment donné, exercé le pouvoir, menant le pays à sa perte. En effet, le bilan est sans appel : selon la Banque mondiale, le PIB par habitant s'élevait à 812 dollars en 1960, pour chuter à 456 dollars en 2024.

### Un projet de rupture

Cette nomination est donc bien loin des exigences de la GenZ, qui, dans son document « Proposition de feuille de route pour une transition souveraine et populaire », insiste sur la nécessité d'une rupture et non d'un simple changement d'équipe.

L'idée de ce texte est d'approfondir la révolution avec une transition courte pour aller vers « *la mise en place des bases d'un nouveau système politique fondé sur la participation directe du peuple malgache, l'équité territoriale et le contrôle collectif des ressources* ». Ce processus serait accompagné notamment du contrôle et de la révocabilité des représentantEs et de l'instauration de « *comités populaires locaux* ».

Parallèlement, la GenZ a repris sa totale autonomie vis-à-vis des autres organisations de la société civile, lui laissant ainsi une plus grande marge de manœuvre, bien nécessaire pour continuer la lutte à la fois contre les pressions des dirigeants africains corrompus de l'UA — qui viennent de perdre un des leurs — et du personnel politique malgache au service des oligarques prédateurs.

**Paul Martial**

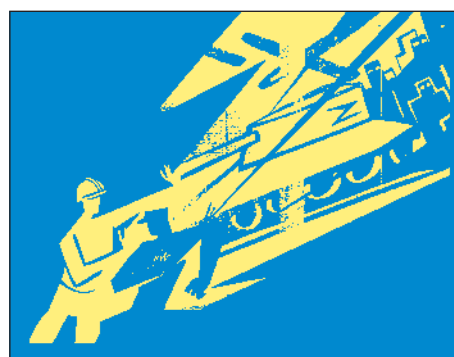
## UKRAINE Meurtri mais déterminé, le peuple ukrainien se bat

Si les manœuvres diplomatiques occupent le devant de la scène, le peuple ukrainien, dans un contexte de plus en plus difficile, continue de résister, y compris dans les zones occupées.

Les revirements incessants de Trump maintiennent un climat d'incertitude, cherchant à pousser l'Ukraine et la Russie à négocier un cessez-le-feu, au détriment d'une véritable négociation de paix. Le gel du conflit sur les lignes de front actuelles serait défavorable à l'Ukraine. Il constituerait un gain majeur pour Poutine. Face au double jeu des Russes (parler de négociations tout en intensifiant les opérations militaires), l'Union européenne n'arrive pas à trouver une position commune de soutien efficace à l'Ukraine. Son aide militaire reste en deçà des besoins. Elle peine à s'imposer dans les négociations et renâcle à utiliser les avoirs russes gelés depuis le début de l'invasion à grande échelle (près de 200 milliards d'euros).

### La population civile paie un lourd tribut

Les attaques de drones et de missiles contre les infrastructures énergétiques entraînent un risque d'effondrement partiel de la « vie normale », faute de chauffage, d'électricité, d'eau. Cette semaine, les Russes ont bombardé des habitations et une école maternelle de Kharkiv, avec des enfants à l'intérieur. Ils mènent de véritables chasses contre les civils avec des drones FPV dans les villes, notamment à Kherson. En violation du droit international, les occupants transfèrent et placent des milliers d'enfants ukrainiens pour les « russifier ».



KATYA GRITSEVA

Sur une ligne de front globalement figée, les tentatives d'infiltration des troupes russes maintiennent la pression sur l'armée ukrainienne : si leurs gains restent limités, cette guerre d'usure impose un coût humain, matériel et économique énorme pour l'Ukraine.

En ciblant des raffineries et des dépôts de munitions à l'intérieur de la Russie, les forces ukrainiennes portent des coups sérieux à l'économie russe. Hausse des prix et pénuries de carburant commencent à peser sur la vie quotidienne et le moral de la population. Ces frappes réussies accentuent les difficultés financières du régime.

### Une résistance acharnée

Encouragés par le succès des mobilisations contre la corruption en juillet, syndicats

et associations citoyennes se battent. Les syndicats contestent les projets de lois qui affaiblissent les droits des travailleur·Es et leurs conditions de travail, notamment Be Like We Are (Soyez comme nous sommes) dans le secteur de la santé. Bilkis, association féministe, inclusive et anticapitaliste, fournit des produits de première nécessité et des médicaments aux femmes, aux personnes déplacées ou vulnérables.

Bien d'autres, Solidarity Collectives, le syndicat étudiant Priama Diia, l'organisation politique Sotsialnyi Rukh, articulent une solidarité active et concrète, la défense des droits de toutes et tous et la perspective d'une Ukraine libérée du joug des oligarques et de l'agenda néolibéral.

En Crimée et dans les zones occupées, des mouvements semi-clandestins intensifient leurs activités contre les occupants, contre la militarisation forcée ou l'imposition de la nationalité russe. Atesh (partisans ukrainiens, Tatars, opposants russes) et Yellow Ribbon combinent apparitions symboliques et opérations de sabotage qui ciblent la logistique ennemie (lignes ferroviaires, dépôts de munitions).

Sur le front, à l'arrière, dans les territoires occupés, malgré l'épuisement et les souffrances de près de quatre ans d'une guerre meurtrière, dans l'incertitude des tractations diplomatiques, le peuple ukrainien résiste.

**Dominique – Groupe intervention Ukraine**

### À lire sur le site



**Les États-Unis se préparent à la guerre contre le Venezuela,**  
par Dan La Botz

# ANTIFASCISME VERS L'UNION DES DROITES, VRAIMENT?

*Il est utile de saisir les dynamiques à l'œuvre entre droite extrême et extrêmes droites. Elles façonnent le paysage politique à venir. Pour penser nos interventions et construire les mobilisations, il nous faut appréhender les hypothèses envisageables. Cette page Arguments pose un rapide éclairage sur la situation actuelle. Dossier réalisé par la commission nationale antifasciste*

## Le débat sur l'union des droites bouscule les appareils

**S**ans surprise, les sujets phares qui agitent les extrêmes droites ces derniers mois restent l'immigration et l'insécurité, au-delà de la crise gouvernementale de la rentrée. Alors que la pétition de Philippe de Villiers pour un référendum sur l'immigration cumule près de deux millions de signatures (plus ou moins vérifiées), plusieurs se prennent à rêver d'une réaction « à l'anglaise », le regard tourné vers les mobilisations de rue outre-Manche. Marine Le Pen, qui « ne participe pas à des manifestations » mais « mène ce combat à l'Assemblée nationale », comprend la manifestation de Londres comme le symptôme d'« une exaspération absolue de la population à l'égard de l'immigration massive et du guichet social ». Elle aussi réclame un référendum sur la préférence nationale.

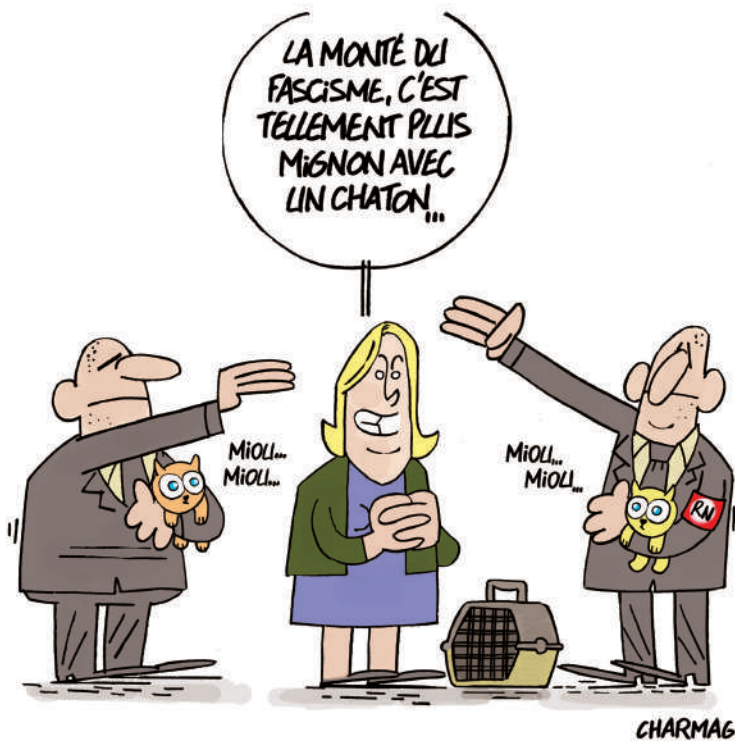
La mort de Charlie Kirk arrive alors que Facholand s'interroge sur les risques de guerre civile en France et s'alarme du « racisme anti-blanc ». Chacun anticipe son martyr et réclame des mesures radicales, comme déclarer « terroriste » la mouvance antifa. L'entretien récent d'un ancien directeur zemourien de la DGSE au *Figaro* encourage à un « radicalisme sans remords » qui « enjambe le préambule constitutionnel ». Rien de tel pour alimenter la « diabolisation » de La France insoumise et, plus généralement, de la gauche soutien des Palestiniens.

### Le RN hégémonique

C'est dans cette ambiance anxieuse qu'arrivent les remaniements gouvernementaux. Le débat sur l'union des droites vient à point, mais bouscule les appareils. Les extrêmes droites archipelisées restent polarisées par le RN et parviennent à aimer la droite extrême. Ce petit monde s'agit avec des fréquences plus ou moins en phase. Mais sans tradition unitaire forte, il peine à trouver des cadres communs d'action.

En juin, le RN exclut tout accord aux municipales avec le micro-parti de Marion Maréchal, comme il l'a fait avec Éric Ciotti. Pas rancunière, Marion Maréchal annonce, fin septembre, ne pas se présenter à la présidentielle de 2027 pour soutenir sa tante. Elle compte bien forcer le RN à l'union des droites. Adoubée par Giorgia Meloni lors de sa rentrée politique, Marion Maréchal, fidèle à

*Entre ambitions concurrentes et recomposition idéologique, le projet d'« union des droites » révèle autant de divisions que d'alliances possibles.*



sa ligne, pousse à une coalition. Trois récents sondages et la législative partielle du Tarn-et-Garonne semblent aller dans son sens. Elle a déjà trouvé trois dénominateurs communs : « Réduire et contrôler l'immigration » ; « Restaurer l'autorité et la sécurité » ; « Sortir du socialisme mental [sic] et de la folie woke » pour « dégauchiser la France » [re-sic].

### Marion Maréchal, fer de lance de l'union

Maréchal prend exemple sur son groupe au Parlement européen, pivot pour établir des majorités entre le groupe du RN et le groupe de LR. Sa coalition irait jusqu'à des éléments d'Horizons. On y trouve des figures maréchal-compatibles comme la présidente de région Pays-de-la-Loire, ancienne de LR et soutien de la Manif pour tous, « qui a fait des économies spectaculaires dans toutes les subventions culturelles à la gauche ». Pour Maréchal, l'enjeu d'ici 2027 est le basculement du centre, pour se détacher de Macron vers la droite. Reste à en saisir le moment. En rappelant l'exemple de Ciotti, pas toujours favorable au RN, les tenants de cette coalition affirment que « les choses peuvent s'accélérer ». Le modèle de Maréchal est Meloni. Mais toute néofasciste qu'elle soit, celle-ci grenouille dans les gouvernements d'union depuis de longues années. En Italie, aucune organisation ne peut se prévaloir d'une hégémonie électorale, comme le RN en France.

Marion Maréchal est un peu la seule à être confiante. Les LR cherchent avant tout à exister. Le RN, empêtré dans les affaires judiciaires de Marine Le Pen, se voit contraint de se positionner. Poussé à composer avec la droite, le parti a plutôt l'habitude de regarder de haut d'éventuels alliés. Et les radicaux restent dubitatifs sur les capacités du RN à engager la rupture qu'ils attendent, surtout s'il se compromet avec les « droitards ».

### Chez LR, toutes les options sont ouvertes

Les Républicains hésitent en attendant la martingale néo-sarkozyste pour saper les bases du RN... une option qui pourrait leur échapper avec un Darmanin bien positionné. Si le président du Sénat s'oppose à toute union sur sa droite, d'autres sénateurs et sénatrices LR sont bien moins frileux. Les jeunes LR pourraient y être favorables malgré leur président, forcé

d'avaler les critiques sur sa mollesse, comme Bardella l'accusant d'avoir « expulsé plus de gens de LR que de migrants clandestins ». Xavier Bertrand propose que ceux prêts à voter RN y adhèrent franchement, et Laurent Wauquiez envisage une union de Gérald Darmanin à Sarah Knafo, sans évoquer le RN. La morale élastique des LR, couplée à leurs dissensions, laisse toutes les options ouvertes. Marine Le Pen et ses lieutenants préviennent : le RN ne sauvera pas la droite. Bardella, qui avait fait le strict minimum pour le sommet des Libertés, sponsorisé par Stérin et Bolloré, l'affirme sur CNews, tout en tendant la main aux « orphelins de la droite qui ne se reconnaissent plus » dans LR. Sébastien Chenu éclaire la situation du RN : « Je suis élu dans un territoire qui a voté tout le temps à gauche depuis 1958 (...) mes électeurs ne se considèrent plus de gauche, mais leur logiciel ne les rattrape pas tellement à ce qu'ils imaginent être la droite... pour eux, c'est une droite très libérale qui fait fermer les usines ».

### Marine Le Pen au-dessus de la mêlée

Marine Le Pen, avec sa posture tribunitienne de « présidentielle » (elle y croit encore), se place au-dessus en parlant « à tous les Français ». Elle laisse ses cadres, sur le terrain, rallier

l'électorat déçu de la droite. La plupart des candidatEs RN aux municipales annoncent ainsi des listes d'union des droites. La direction du RN ne vient majoritairement pas de l'extrême droite historique, encore moins de la gauche, mais de l'UMP et de Debout la France. Pour le RN, l'union se fait par ralliement et assimilation. Le RN cherche à fracturer LR pour en récupérer l'électorat, pas pour des accords d'appareils. La sortie de Ciotti rejoignant « l'union nationale » a certes créé un précédent. Mais avec une micro-organisation, le RN garde l'ascendant. Marine Le Pen table surtout sur le vote utile pour rassembler au second tour.

Il est peu probable qu'elle revienne sur son refus du clivage gauche-droite, y compris avec un Bardella à la manette, incapable — si c'était son intention — de tenir le parti que Le Pen contrôle toujours. D'autant que les clivages proposés n'excluent pas des alliances à droite : mondialisme-patriotisme, bloc élitaires-bloc populaire, décroissance-puissance. Quoi qu'il en soit, appuyé sur une offensive idéologique associant immigration, ensauvagement et menaces de gauche, s'engage une concurrence sur le créneau autoritaire. Mais une accélération unitaire recomposant complètement les extrêmes droites est peu probable.

## La galaxie Bolloré cherche à unifier la fachosphère

*Pour schématiser grossièrement, le paysage des extrêmes droites se décline en radicaux extra-parlementaires, RN, machine électoraliste sous coupe mariniste, et « droitards », libéraux-conservateurs durs en paroles mais suspects de tous les reniements (Républicains).*

**L'**appareil du RN se méfie des radicaux, au point de sacrifier ceux qui cherchent à marcher sur deux jambes, l'une institutionnelle, l'autre activiste. Si les plus vieux, dissidents du FN à degrés divers, gardent un ressentiment vis-à-vis de l'appareil mariniste, les jeunes se détournent des illusions électorales. Plus le RN perd ses accents nationaux-populistes pour s'aligner sur les « droitards », plus les franges radicales construisent leur propre espace politique. L'appareil du RN se coupe d'une base militante. La nébuleuse jeune, apparue après les Manif pour tous, est entrée dans une phase de maturité. Les apprentis nervis qui la rejoignent, contrairement à leurs jeunes aînés, s'appuient sur la génération qui les précède, maintenant

établie. Ce mûrissement se traduit par la dynamique autour de l'Académie Christiana, phénomène notable dans la jeunesse nationaliste des dernières années. Outre un retour du catholicisme traditionnel, ce réseau offre des perspectives militantes d'implantation, bien que groupusculaire, en parfait écho avec le projet « d'écosystèmes » cher à Stérin. Dans ce contexte, les médias de transition, comme les appelle Jean-Yves Le Gallou (la galaxie Bolloré, symptomatique des milieux « droitards »), font le lien entre les extrêmes droites historiques et les médias mainstream. Mais contrairement au phénomène MAGA autour de Trump, tous ces secteurs de la fachosphère ne sont pas entrés en phase. C'est l'une des tâches majeures de nos mobilisations à venir : frapper à tous ces niveaux.



## SYNDICALISME Retour sur le 59<sup>e</sup> congrès de l'UD CGT 13

*Le 59<sup>e</sup> congrès de la CGT 13 s'est tenu mi-octobre devant 650 délégués portant 21 677 mandats. Congrès houleux qui a un peu mis à mal l'image classique de congrès aux débats bien lisses et bien encadrés.*

Dès l'entrée, de nombreux syndicats (Port, Cheminots, Poste, Finances, Territoriaux Marseille et Métropole...) jugeaient que le bureau de congrès proposé ne reflétait pas la réalité de l'UD. Une première modification, à nouveau rejetée, a accouché d'une nouvelle liste pléthorique mais tenant compte des exigences exprimées.

### Rejet historique du rapport d'activité

Le rapport introductif comportait nombre de points corrects : anticapitalisme et antifascisme assumés ; refus de la marchandisation de la santé et de la gentrification du centre-ville de Marseille ; soutien sans ambiguïté à la résistance palestinienne et condamnation du génocide orchestré par le pouvoir israélien et de la logique de guerre ; appel aux luttes. Sauf que... les critiques de la paralysie et des méthodes bureaucratiques de la direction, émises par beaucoup depuis deux ou trois ans, ne faisaient l'objet d'aucune autocritique ni de la moindre allusion.

Résultat : rapport rejeté par 9 028 mandats contre 7 152 (5 497 abstentions). Soit 56 % de refus du bilan. Historique !

### Élection d'un nouvel exécutif

Même si la combativité, la tonalité « lutte de classe » et le soutien à la Palestine ont fait l'unanimité, les critiques ont largement fusé. Intervention du délégué des Marins : « *Vous verrouillez les débats, c'est irresponsable de ne pas débattre entre nous, on ne veut pas de clans dans notre UD. Ce n'est ni le PC, ni LFI, ni l'ANC qui doivent nous dire ce qu'on a à dire, c'est nous !* » Vu les débats et le rejet massif du rapport, la liste proposée pour la future CE était largement modifiée et, au bout de longues heures de débats, bureau de congrès et commission des candidatures ont proposé une nouvelle liste élue par 60 % des mandats.

Restait à élire un·e secrétaire général·e autre que la candidate avancée par la direction sortante. Au final, bien que non candidat au départ, c'est Marc Pietrosino, le délégué de la FNAC, jusque-là secrétaire général de l'UL Vallée de l'Huveaune (11<sup>e</sup>-12<sup>e</sup> arrondissements), qui a été largement élu par la nouvelle CE. Un militant de terrain, non encarté, apprécié pour ses méthodes non bureaucratiques et qui avait refusé d'être détaché à 100 % lors de son élection au SG de l'UL, pour rester en lien avec le travail.

### Deux mandats positifs de l'équipe sortante

À l'issue de ce congrès « délicat », il convient de préciser que, contrairement à ce qui a pu être souvent sous-entendu, le bilan de l'ancienne équipe avec O. Mateu était plutôt bon dans l'ensemble lors des deux premiers mandats. La CGT 13 agissait sur des bases clairement anticapitalistes, de lutte, antiracistes et de soutien à la Palestine. Une CGT présente dans toutes les luttes des travailleur·Es du département. De plus, cette direction avait confirmé l'ouverture de la CGT 13 aux orgas « progressistes » (FSU, Solidaires, PC, PG-LFI, ANC, NPA...), nous permettant d'intervenir lors de mobilisations publiques (têtes de manifs, rassemblements dans la rue ou dans des boîtes en lutte) et de recevoir — une première — notre camarade Philippe Poutou lors de la campagne présidentielle. Pas mal, quand même !

Ainsi, même si les deux ou trois dernières années ont pu souffrir d'un fonctionnement clos et moins démocratique, justifiant le rejet du bilan de l'équipe sortante, il serait faux et injuste de tirer un bilan totalement mauvais de celle-ci. La nouvelle équipe, mise en place par des congressistes voulant aller au combat de classe et pour qui l'unité de la CGT 13 est primordiale dans la période, aura du travail.

**Jean-Marie Battini**

## UNIVERSITÉS La communauté universitaire du Mirail se mobilise

*Dès le début du mouvement Bloquons tout, l'assemblée générale de l'UT2J (Université Toulouse - Jean Jaurès) a ancré ses revendications dans un contexte local. En effet, depuis le début de l'année, Emmanuelle Garnier, la présidente de l'université, coupe dans le budget.*

Alors que l'UT2J est en situation de déficit, la présidente assume ces attaques contre les droits des étudiant·Es et des travailleur·Es. Les premier·Es concerné·Es manifestent une vive opposition.

### Précarisation de la communauté universitaire

La première de ces attaques fut la mise en place de frais d'inscription de 10 000 euros pour les étudiant·Es du master MISS (Master Intervention sociale Solidarités Sociologie). Ce master accueille des travailleur·Es précaires en reprise d'études. Puis, en fermant la filière D-TIM (Département de Traduction, d'Interprétation et de Médiation), la seule formation de traduction et d'interprétation de la langue des signes française du pays, elle précarise et isole directement les personnes sourdes et muettes.

Les attaques s'étendent aux personnels : en réduisant de 50 % le renouvellement des postes d'enseignant·Es titulaires pendant trois ans, Garnier installe un plan social qui ferme des dizaines de postes d'enseignants statutaires



à l'université. Cela entraînera forcément des fermetures de places d'étude. Certaines tâches seront données à des personnels précaires, dégradant leurs conditions de travail.

Enfin, Garnier s'attaque à tout le système éducatif. La présidente profite de la réforme du CAPES pour fermer le master qui formerait les futur·Es professeur·Es aux non-lauréat·Es du CAPES. Cette formation serait ainsi une entrave même au droit de continuer les études et réduirait le nombre de personnes pouvant travailler dans l'éducation publique, un secteur essentiel déjà en déficit de personnels.

Cependant, la présidence décide de créer des formations pour former aux futurs métiers de la guerre.

### Une réponse forte

Face à toutes ces attaques, la communauté universitaire du Mirail se mobilise lors des journées du 2 et du 9 octobre : l'UT2J fut bloquée malgré la répression. La police était présente à la sortie du métro dès 6 h 30, contrôlant les personnes sortant du métro. Puis la sécurité de l'université a violenté des manifestant·es. La fac fut quand même intégralement bloquée.

Pendant ce temps, l'intersyndicale a fait un très gros travail pour faire connaître les coupes budgétaires aux personnels. Le 14 octobre, une AG des personnels réunissant plus de 300 personnes a voté contre ce plan social et a appelé à débrayer les cours le jour même, ainsi qu'à deux journées de grève les jeudi 16 et mardi 21 octobre.

L'AG étudiante simultanée a décidé de se joindre au débrayage des cours voté par l'AG des personnels et a finalement bloqué l'université, en discutant largement avec les

étudiant·Es et les personnels sortant des bâtiments. L'AG étudiante, tenue lors du maintien du blocage le lendemain matin, a regroupé 150 personnes, dont une majorité n'ayant pas encore participé au mouvement. Les nombreux points d'info, les tractages et les interventions dans les cours ont permis à de nombreux étudiant·Es de s'impliquer et de venir soutenir le piquet de grève appelé par les personnels le jeudi 16 octobre. L'AG du jeudi a réuni près de 400 personnes, montrant que les moyens d'action combinés fonctionnent.

La journée du 21 octobre montre une mobilisation ascendante, avec plus de 500 personnes en AG le matin et autant en manifestation devant le rectorat. Cette manifestation a permis de se lier avec le mouvement social de l'INSPE Toulouse (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation). Cette composante de l'UT2J, formant les futur·Es employé·Es de l'éducation, est frappée de plein fouet par la réforme du CAPES. Réunissant 200 personnes en AG le 17, iels ont décidé d'un rassemblement devant le rectorat le jour même et de se joindre aux mouvements de l'UT2J du 21 octobre. Le cortège de l'UT2J a donc marqué un arrêt devant l'INSPE afin de donner la parole aux étudiant·Es mobilisé·Es.

Alors que 70 % des facs connaissent des coupes budgétaires similaires, une mobilisation collective est importante. L'UT2J lance un appel à la mobilisation dans toutes les universités en novembre.

Contre les coupes budgétaires, récupérons nos facs !

**Thomas Rid, Léon Balmat**

## FÉMINISME Procédure-bâillon dans le monde syndical : victoire et soulagement !

*Les 16 et 17 octobre devait se tenir le procès de Christine, ex-membre du collectif Femmes Mixité de l'Union syndicale CGT Ville de Paris. Elle était poursuivie en diffamation après avoir présenté un compte rendu des actions menées par le collectif contre des faits de harcèlement et/ou d'agressions de la part de membres de leur organisation lors du congrès de l'UD CGT 75.*

Régis Vieceli, alors secrétaire général du syndicat CGT Déchets et Assainissement, avait porté plainte contre elle et contre Philippe Martinez (secrétaire général confédéral au moment des faits).

### Une prise en charge compliquée d'une affaire de VSS à la CGT

En effet, en décembre 2016, une syndicaliste CGT Ville de Paris du secteur de la petite enfance dénonçait une agression physique au sein de la Bourse du travail parisienne par un syndicaliste CGT du secteur du nettoyage. La cellule de veille de la CGT ouvre alors une procédure, la première en matière de VSS, qui conclura quelques mois plus tard à la nécessité d'une sanction contre le syndicaliste. Mais celui-ci n'est pas inquiété dans son syndicat.

### Naissance d'un réseau intersyndical de lutte contre les VSS

Dans les suites de cette affaire, le collectif Resyfam naît à l'hiver 2020-2021 de la rencontre de plusieurs militantes issues de la CGT avec d'autres femmes syndicalistes confrontées aux mêmes difficultés en interne dans leurs organisations, dans leur lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Les camarades font le choix de s'auto-organiser en « intersyndicale » (CGT, FO, SUD, FSU, Syndicat de la magistrature et Syndicat des avocats de France). Toutes les organisations

syndicales étant concernées par ce problème, le fait de travailler en inter-organisations permet de construire la solidarité entre les militantes en dépassant les concurrences partisans.

### Quand les agresseurs veulent faire taire celles qui les dénoncent

Le collectif Femmes Mixité de l'Union syndicale CGT Ville de Paris organise des formations en interne et intervient à différents congrès de la CGT. C'est la lecture du bilan des trois années de ce collectif par l'une des membres, Christine, lors du congrès de l'UD CGT Paris en 2020, qui est à l'origine de ce procès en diffamation cinq ans plus tard.

La Confédération CGT est également poursuivie, en la personne de Philippe Martinez, alors secrétaire général, pour le travail d'enquête mené par la cellule de veille confédérale.

Ce procès en diffamation est une première dans l'histoire de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein d'un syndicat. Il s'agit d'une tentative patriarcale de silencing des femmes et de leurs soutiens.

Christine a été forcée de quitter la CGT, où elle militait depuis vingt ans. Elle a ensuite été contrainte de se lancer dans des démarches juridiques coûteuses pour se défendre, alors qu'elle a été, avec le collectif Femmes Mixité de l'UD CGT Ville de Paris, une lanceuse d'alerte, pour obtenir de son organisation syndicale qu'elle assure la sécurité des syndiquées.

Cette procédure-bâillon réactive par ailleurs, de manière très violente, tout le vécu des camarades plusieurs années après les faits.

### Mais nous ne nous laisserons pas faire !

Grâce à la mobilisation contre cette procédure et suite au désistement du plaignant, il n'y a finalement pas eu de procès en diffamation les 16 et 17 octobre. Il faut aussi souligner qu'en quelques années il y a eu des progrès significatifs dans la lutte contre les VSS à l'intérieur des organisations, notamment syndicales, même s'il y a encore de gros progrès à faire.

L'annulation du procès est un grand soulagement et une victoire !

Nous saluons le courage et la force des militantes visées par cette procédure en diffamation et nous appelons à continuer et amplifier le combat contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles dans nos organisations syndicales, sur nos lieux de travail et partout ailleurs !

**La Commission nationale d'intervention féministe**

### À lire sur le site



**Marche aux flambeaux d'un groupe fasciste à Tours : ne laissons pas passer ça !**

Le groupuscule fasciste Des Tours et des Lys entend reproduire le 8 ou 9 novembre 2025 une marche aux flambeaux qui avait, l'an dernier, été l'occasion d'entonner des chants nazis. Le Réseau antifasciste de Tours, dont est membre le NPA, organise la riposte.



# CHAMP LIBRE «Poursuivre nos mobilisations afin d'isoler Israël et faire basculer le rapport de force en faveur des PalestinienNEs»

**Entretien avec TSEDEK!, collectif juif décolonial.**

**Deux ans après le 7 octobre, deux ans de génocide. Qu'en dire, en quelques mots ?**

À l'encontre d'une lecture qui prétend faire du génocide à Gaza une rupture, une vengeance menée par un gouvernement d'extrême droite suite au traumatisme du 7 octobre, il faut au contraire souligner qu'il s'inscrit dans la continuité des politiques israéliennes menées depuis 1948, tant par des gouvernements de gauche que de droite. De ce point de vue, le génocide à Gaza n'est pas la trahison d'un projet sioniste originellement positif et émancipateur, mais sa conséquence logique. L'existence d'une population autochtone constitue en effet un problème pour le sionisme dès ses débuts, dans la mesure où il vise à établir sur le territoire de la Palestine une colonie de peuplement à suprématie juive. Le nettoyage ethnique de 1948, la Nakba, la mise en place d'un système d'apartheid vis-à-vis des «Arabes israélienNEs», et finalement le génocide sont diverses solutions mises en œuvre par le régime sioniste pour résoudre ce problème.

**Le génocide à Gaza n'est pas la trahison d'un projet sioniste originellement positif et émancipateur, mais sa conséquence logique**

Depuis le 7 octobre, la mise en lumière des crimes israéliens a permis une prise de conscience du caractère intrinsèquement criminel et raciste du sionisme, et donc un développement sans précédent de l'antisémitisme à travers le monde, y compris chez les principaux soutiens d'Israël, au premier rang desquels les États-Unis et la France. Parallèlement, la résistance palestinienne est parvenue à mettre en échec l'armée israélienne, l'empêchant de s'assurer un contrôle complet du territoire et d'expulser définitivement les GazaouiEs. Pour autant, le soutien inconditionnel apporté à Israël par les puissances impérialistes, en particulier les États occidentaux, n'a pas permis à ce jour d'instaurer un rapport de forces suffisant pour imposer une sortie bénéfique. À cet égard, le plan Trump, pour peu qu'il soit réellement mis en œuvre et ne soit pas rapidement violé par Israël comme l'ont été jusqu'à présent chacun des accords de cessez-le-feu, ne constitue certainement pas une issue désirable du point de vue de l'autodétermination des PalestinienNEs.

**Comment voyez-vous la situation des Juifs et Juives de la diaspora dans le contexte actuel ?**

## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)



DR

Nous ne disposons malheureusement pas à ce jour de suffisamment d'études sociologiques pour répondre avec précision à cette question. Pour autant, il est certain que les Juif-ves à travers le monde adhèrent aujourd'hui massivement au sionisme, avec néanmoins des différences selon les pays. Aux États-Unis, il existe un nombre significatif de Juif-ves antisionistes, alors que leur nombre reste vraisemblablement très faible en France.

Cette adhésion est un phénomène relativement récent : rappelons que le sionisme, avant la Seconde Guerre mondiale, était extrêmement minoritaire au sein du monde juif. En tant qu'elle est une production historique, cette situation est susceptible d'évoluer, mais sous-estimer l'ampleur de cette adhésion serait nous condamner à l'impuissance de ce point de vue.

L'adhésion massive des Juif-ves au sionisme et à ses crimes soulève plusieurs problèmes. Le premier tient évidemment au fait que cette adhésion renforce le régime israélien, et donc l'oppression des PalestinienNEs. En plus d'une contribution directe (par exemple, le fait pour des volontaires de la diaspora d'intégrer l'armée israélienne), ce soutien permet également de légitimer celui des États impérialistes occidentaux, en lui apportant une forme de caution morale. La défense d'Israël est ainsi présentée comme une défense des Juif-ves, discours d'autant plus efficace qu'une part considérable des Juif-ves en est convaincue.

De la même manière, la lutte contre l'antisémitisme est instrumentalisée par ces États et par les extrêmes droites à travers le monde pour mettre en œuvre un agenda raciste et autoritaire, en s'appuyant notamment sur la théorie du «nouvel antisémitisme», qui prétend faire des minorités issues de l'immigration postcoloniale et de la gauche la principale menace pesant aujourd'hui sur les Juif-ves — opération qui permet d'un même mouvement aux forces qui avaient été historiquement

**La lutte contre l'antisémitisme est instrumentalisée pour mettre en œuvre un agenda raciste et autoritaire**

les principales productrices de l'antisémitisme de se racheter une vertu.

Enfin, l'adhésion massive des Juif-ves au sionisme contribue réellement au développement de l'antisémitisme à l'international. L'assimilation des Juif-ves à Israël (discours promu par l'État israélien, les États occidentaux, les institutions juives, mais aussi par l'écrasante majorité des Juif-ves elleux-mêmes) — et donc l'assimilation des Juif-ves aux crimes du sionisme — les expose en effet au ressentiment de celles et ceux que ces crimes indignent légitimement.

**Du côté de TSEDEK!, où en êtes-vous dans votre développement, votre organisation, vos activités, vos projets ?**

En raison du génocide à Gaza, nous nous sommes retrouvés au cœur des enjeux politiques de la période, la question palestinienne et la question de l'antisémitisme ayant constitué des points centraux du débat politique français depuis deux ans. Dans ce cadre, nous avons connu une croissance rapide et commençons aujourd'hui à nous structurer dans toute la France. Comme indiqué précédemment, nous considérons que l'adhésion massive des Juif-ves au sionisme constitue un problème politique essentiel de la période. De ce point de vue, il est à nos yeux essentiel de travailler à défaire cette adhésion, et donc à faire croître le nombre de Juif-ves antisionistes.

Depuis deux ans, nous sommes également parvenus à populariser nos catégories et nos analyses — que nous partageons en réalité très largement avec le reste du mouvement de soutien à la Palestine et avec le courant de l'antiracisme politique dans lequel nous nous inscrivons — au sein de la gauche plus institutionnelle. Malgré des progrès évidents, tant du point de vue de l'antiracisme que de l'antisionisme, il reste encore à notre camp un long chemin à parcourir en la matière.

**Quelles doivent être les priorités pour la lutte antiraciste et pour le mouvement de solidarité avec la Palestine dans les semaines qui viennent ?**

Il y a de bonnes raisons de penser que l'accord de cessez-le-feu qui constitue la première étape du plan Trump est particulièrement fragile. L'armée israélienne a continué à tuer après son entrée en vigueur, et l'aide humanitaire qu'elle laisse entrer dans Gaza reste très en deçà des besoins de la population, à un volume largement inférieur à celui fixé par l'accord. En outre, cet accord entérine le renoncement à la colonisation complète de la bande de Gaza, ce qui va à l'encontre des aspirations des plus radicaux des membres de la coalition soutenant Netanyahu. À cet égard, il est à craindre que l'acceptation du plan Trump n'ait été conditionnée à un certain nombre de garanties du président étatsunien concernant la poursuite de la colonisation en Cisjordanie, où des

Palestinien-nes sont assassinés presque quotidiennement par les colons israélien-nes ou par l'armée qui les protège. Dans cette perspective, il est indispensable de poursuivre et d'intensifier nos mobilisations par tous les moyens possibles (soutien à BDS, manifestations, blocages, etc.), afin d'isoler toujours davantage Israël et de faire basculer le rapport de forces en faveur des Palestinien-nes.

**Les principaux fronts de la lutte antiraciste sont la lutte en faveur des exilé-es, contre les violences policières, contre la colonisation française et contre l'islamophobie**

Du point de vue de la lutte antiraciste, nous sommes convaincu-es que seule une gauche qui assume clairement la rupture avec l'ordre des choses est susceptible d'empêcher la bascule du pays dans le fascisme, alors même qu'il est de plus en plus évident que, confrontée à la perspective de la fin de son hégémonie, c'est cette porte de sortie qui est désormais ouvertement assumée par la bourgeoisie au pouvoir. Dans cette perspective, les principaux fronts de la lutte antiraciste nous semblent être la lutte en faveur des exilé-es que produisent les guerres et le pillage impérialiste du monde, la lutte contre les violences policières, la lutte contre la colonisation française en Outremer (rappelons, par exemple, que le nouveau gouvernement a fait part de son intention d'inscrire dans la Constitution l'accord de Bougival, ce qui constituerait un recul considérable dans la perspective de l'autodétermination du peuple kanak), et la lutte contre l'islamophobie, thème qui aura sans doute été, au cours des dernières décennies, le principal lieu de radicalisation raciste de la société et du champ politique français.

*Propos recueillis par la rédaction*

## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)  
[Lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)  
[Lanticapitaliste1](https://lanticapitaliste1.com)  
[lanticapitaliste.presse](https://lanticapitaliste.presse.org)  
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.net)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue**

Le n°168-169 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



**Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine

